RAPPORT MORAL, DE GESTION et D'ACTIVITES 2025

Chers(es) amis(es),

Chers(es) amis(es) chasseurs(resses),

Comme nous tous, il ne vous a pas échappé la période troublée que nous vivons **au niveau national** avec un gouvernement instable qui entraîne avec lui un manque de sécurité, qu'il soit à la fois dans notre vie de tous les jours ou dans nos libertés. La montée en puissance des « anti-tout », comme je les appelle, n'arrange rien et la chasse n'est, hélas, pas épargnée.

Même si je ne vais pas épiloguer sur le sujet, je veux vous alerter sur **les nombreuses attaques contre la chasse** dont nous devons nous défendre chaque année. La dernière en date, concerne la décision de la commission européenne, de traduire la France devant la Cour de justice de l'Union Européenne parce qu'elle considère que la chasse traditionnelle de la palombe au filet ne respecte pas la directive Oiseaux. Dans un souvenir pas si lointain, c'était au tour de la chasse traditionnelle à l'alouette d'être dans le collimateur... et quoi d'autre encore ? Vous n'imaginez pas le temps et l'énergie que nous dépensons à défendre une activité légale et règlementée qu'est la chasse. C'est solennellement que j'en appelle aux parlementaires, présents ou représentés, pour nous aider, aux maires ruraux de nous soutenir dans notre défense de pratiques de chasse qui respectent, non seulement l'animal et qui ne souffre d'aucune ambiguïté sur leur sélectivité. J'ai bien peur, chers amis, que ce ne soit que le début de longs combats à venir... et je crains pour notre chasse à la palombe en palombière qui risque d'être la prochaine chasse mise au pilori... Soyons vigilants et attentifs...

Je vous parlais l'an dernier de l'accord national signé entre chasseurs et agriculteurs en 2023 sur **l'indemnisation des dégâts de grand gibier** et un objectif de baisse des surfaces détruites au niveau national en deux temps : 20 % pour l'exercice 2024/2025 et 30 % pour l'exercice 2025/2026. Cet accord était soumis à la mise en œuvre d'un florilège de mesures nationales et/ou départementales pour atteindre ces objectifs. C'est dans cette perspective que plusieurs « outils » ont été mis à la disposition des chasseurs, à la discrétion de leur département pour leur déploiement... Indépendamment de cela, l'accord national octroyait aux chasseurs 80 millions d'euros d'aides dans le cadre du plan de résilience... seulement, la dissolution de l'Assemblée nationale est intervenue, et avec elle, un changement de gouvernement qui, de facto, baisse de 10 millions l'aide versée aux chasseurs pour ces deux prochaines années... espérons qu'il n'y aura pas une nouvelle manœuvre gouvernementale au risque de voir les sommes promises fondre comme neige au soleil... Je ne parle que de dégâts causés aux cultures agricoles mais nous sommes à la veille de voir une demande d'indemnisation des dégâts sylvicoles – sachant que pour le moment le Centre National de la Propriété Forestière

dit « ne pas souhaiter d'indemnités pour les dégâts sylvicoles ». Ne soyons pas dupes, il n'y pas de fumée sans feu... Je m'arrêterai là sur la partie indemnisation des dégâts qui vous a été expliquée à l'instant par Me LAGIER, avocat national, qui nous fait l'honneur de sa présence. Je l'en remercie vivement. J'espère qu'au travers de son intervention vous avez su comprendre que l'indemnisation est régie par le code de l'environnement et un certain nombre de règles à respecter en matière de gestion de dossiers.

En tout cas, la FNC continue le combat pour que les indemnisations des dégâts de grand gibier ne soient plus versées uniquement par les chasseurs, qui rappelons-le, ne chassent que sur 70 % du territoire, rappelons-le !

Autre sujet et non des moindres, auquel j'attache une importance capitale : **la sécurité à la chasse**. Mes amis(es), un mort à la chasse est un mort de trop qu'il soit chasseur, randonneur, amoureux de la nature. Au niveau national, en 2024, ce sont 10 accidents de chasse dont 9, je dis bien 9, qui sont dus à un non-respect évident des règles élémentaires de sécurité. Seuls 33 % des chasseurs ont suivi la formation sécurité décennale, c'est trop peu !! L'obligation de suivre cette formation est une bonne chose même si, à notre sens, elle n'est pas suffisante car elle n'est que théorique, en salle ou derrière un écran d'ordinateur. C'est pourquoi, en Dordogne, nous avons voulu aller plus loin, avec une formation pratique obligatoire POUR TOUS inscrite à notre Schéma Départemental de Gestion Cynégétique – règle 35 « *à compter du 1^{er} juillet 2035, tous les chasseurs doivent avoir suivi une demi-journée de formation pratique sur la sécurité en chasse collective sauf : les titulaires de formation sécurité pratique (demi-journée), les titulaires de formation « directeur de battue » depuis moins de 10 ans, les titulaires de l'examen du permis de chasser depuis moins de 10 ans* ». Nous commencerons au 1^{er} juillet 2026. N'oubliez pas que votre fédération sera intransigeante sur la sécurité, il en va de vos vies et de celles de vos amis ! Sachez que pour cette saison, nous sommes le département en tête pour les accidents/incidents avec 2 morts, 2 blessés et 9 incidents déclarés... Dans le chapitre sécurité, d'autres règles ont vu le jour et je vous invite à les connaître par cœur ! Il y a notamment la règle 18 avec l'obligation qui vous est faite de déclarer tout incident ou accident aux services de l'OFB, la règle 34 qui oblige à une formation sécurité pratique sur un territoire sur lequel un incident ou un accident a eu lieu... Je vais m'attarder sur les règles 28 et 29 sur le tir dans la traque, celles qui ont tant fait débat... Quel débat d'ailleurs quand on sait que la deuxième cause d'accident mortel est dûe à un tir dans la traque... Chacun doit en tirer les bonnes conclusions Vous l'aurez compris, la sécurité n'a pas de prix !!!

Pour clore le chapitre national, il me paraît important de vous tenir informé sur les **évolutions informatiques**. En premier lieu, nous vous l'avions présenté l'an dernier lors de notre assemblée générale : **le nouveau logiciel « guichet unique »** qui a été mis en ligne dès le 1^{er} juin. Il se veut plus ergonomique et intuitif. Bien que développé par étapes tout au long de la

saison, il a donné satisfaction aux équipes administratives. Côté chasseurs, nous n'avons pas noté de remarques. Au contraire, nous avons gagné 674 chasseurs de grand gibier par rapport à la saison passée... Comment l'expliquer ? eh bien, pour la petite histoire, chaque chasseur doit OBLIGATOIREMENT cocher s'il souhaite chasser ou non le grand gibier. Sans ce renseignement, la validation n'est pas possible. Comme quoi, le changement a du bon... Ceci n'est que le début d'une nouvelle aire numérique avec le déploiement, à l'horizon 2027/2028, d'une dématérialisation des démarches pour le plan de chasse. Dès la saison 2025/2026, l'expérimentation de la dématérialisation sera possible sur **l'application Chass'adapt** dans une dizaine de fédérations. Vous le savez la chasse est décriée tant et plus, sur n'importe quel sujet, sur n'importe quel média mais toujours pour décrire une activité qui nuit à la biodiversité. Elle subit des attaques tous azimuts. C'est pourquoi, la FNC a lancé l'application Chass'adapt, en premier lieu, pour la gestion adaptative de quelques espèces et pour la Bécasse des bois. Je vous invite à télécharger cette application pour répondre à l'enquête nationale sur les prélèvements à la chasse. Ces données permettent de défendre la chasse, connaître les prélèvements cynégétiques, utiles à la gestion durable des espèces. Il ne s'agit aucunement d'un outil de contrôle, les données restent anonymes. A terme, vous pourrez obtenir un bilan détaillé de vos prélèvements sur la saison. Il faut répondre à toutes les enquêtes qu'elles soient départementales, régionales ou nationales. Je compte sur vous !

Sur le plan régional, la fédération régionale des chasseurs de Nouvelle-Aquitaine s'est dotée de nouveaux salariés pour suivre les nombreux dossiers. Bienvenue à Sébastien FARAU et François CABANTOUS qui rejoignent l'équipe régionale. Dans cet esprit, un document cadre a été rédigé dans le but de définir de 5 grandes orientations :

- ✓ Positionner la FRCNA comme un bureau d'études à caractère environnemental
- ✓ Structurer et animer le réseau des douze fédérations
- ✓ Faire de la FRCNA une structure scientifique
- ✓ Réaliser une veille sur les divers appels à projets, les appels à manifestation d'intérêt ou encore sur les marchés publics pour rechercher et collecter des fonds
- ✓ Développer une stratégie de communication

Il s'agit d'être présents au-delà de l'activité chasse en elle-même en intégrant la mission environnementale qu'ont les fédérations et changer le regard de nos partenaires sur nos activités qui peuvent paraître antinomiques. Cet enjeu régional l'est aussi au niveau départemental.

Et c'est également l'enjeu du **Domaine du Bucher**... Nous vous l'avons largement présenté lors de notre dernière assemblée générale mais je crois qu'il est nécessaire d'en rappeler les contours. Ce projet se veut multi partenarial avec un enjeu environnemental important, et un pari sur l'avenir. Il en va de l'image des chasseurs et des actions en faveur de la biodiversité qu'ils mènent tous les jours. C'est un juste retour de vos actions, de vos valeurs... Je laisse le

soin à Nicolas MAGNANOU, administrateur, rapporteur de la commission communication de vous parler des portes ouvertes sur le Domaine.

Toutes nos actions, missions vont dans le sens de l'histoire, parce que la chasse fait partie de notre histoire, de notre ADN. Notre implication dans différents domaines nous donne un caractère incontournable ou du moins nous devons le devenir et nous y travaillons. Vous devez nous aider en ce sens et ce domaine EST LA clé pour y parvenir... n'en doutez pas !

Autre sujet, le **renouvellement de notre Schéma départemental de Gestion cynégétique** pour 6 ans qui couvre la période 2024/2030. Il est, comme vous le savez, opposable aux chasseurs et aux territoires de chasse. Je vous en ai parlé tout à l'heure sur la partie sécurité. Fait nouveau et très important : une partie « environnement » avec la création d'un service dédié au sein de la fédération. Je vous rappelle que la fédération est une association agréée au titre de la protection de l'environnement depuis le 19 mai 1978. Elle porte des actions en faveur de la préservation de la faune sauvage et de ses habitats et est en ce sens un acteur incontournable dans le département. En développant sa politique environnementale, la Fédération souhaite renforcer et valoriser l'investissement du monde cynégétique au service de la biodiversité et des habitats naturels.

J'aurai voulu vous apporter de meilleures nouvelles sur **le petit gibier** mais comme vous le savez il y a tant à faire et pourtant... nous ne ménageons pas nos efforts pour vous aider. Nous ne pouvons que constater que le retour du petit gibier est compliqué à plusieurs titres :

- la perte de la SAU de 1000 ha par an à cause de l'artificialisation et la déprise agricole,
- des pratiques agricoles peu favorables (forte mécanisation, l'utilisation d'intran et l'augmentation de la taille des parcelles avec la diminution des haies),
- le désintérêt des chasseurs au profit du grand gibier et des migrateurs
- la baisse du bénévolat sur l'aménagement du milieu
- la baisse de l'intensité du piégeage qui va avoir d'autres répercussions pour le maintien de la liste des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts du groupe 2.

A ce sujet, cette année 2025 est une année de renouvellement de cette liste d'espèces. Je précise que je parle des espèces renard, corneille... classé par arrêté ministériel pas celle à la discrétion du préfet de département dont je parlerai juste après. Sur ce renouvellement, je crains que nous perdions les rares espèces que nous avons encore, à savoir le renard, la corneille sur l'ensemble du département et la fouine sur certaines communes. Les dommages financiers sont en nette baisse et qu'il va être très compliqué d'argumenter pour les maintenir. Il faut impérativement, et nous vous l'avons déjà indiqué à chacune de nos réunions, obtenir des données suffisantes pour ce classement ESOD : sans données de dommages et de présence des espèces nous ne pourrons rien faire. Ces déclarations sont ouvertes à tous agriculteurs, chasseurs, particuliers, personnes morales... et doivent être faites sur le site internet de la chambre d'agriculture ou sur une application smartphone. Cela signifie que ces

espèces ne pourront plus être détruites par cages pièges. Nous vous tiendrons informés mais j'ai peu d'espoir...

Pour la palombe, son classement ESOD est important au vu de la croissance des populations de palombes sédentaires. Il ne s'agit pas de détruire les populations mais de baisser leur niveau qui devient trop important au regard des dégâts commis. Les périodes de destructions répondent à un arrêté ministériel qui en dessine les contours et là aussi, nous ne pouvons que nous y référer, n'en déplaise à nos amis agriculteurs, qui veulent toujours plus mais il existe des lois et des règlements auxquels nous devons nous conformer. Nous n'avons pas la possibilité de couvrir la période de l'été qui serait pourtant très favorables pour limiter les dégâts sur le tournesol. Vous l'aurez compris cette mesure n'est pas inadaptée aux populations présentes et n'entache en rien notre chère chasse en palombière.

Je profite de cette assemblée pour faire un point sur **le SANGLIER**. Cette espèce trop présente cristallise les passions au-delà de la chasse j'en suis conscient. Elle prend tout notre temps et toute notre énergie pour trouver la bonne formule magique. Lors de nos différentes réunions, nous avons largement insisté sur la BAISSÉ DES POPULATIONS !!! Indépendamment des méthodes (chasse, piégeage etc...), la clé passe par l'entente entre équipes, l'arrêt de toutes consignes de tir, l'effort collectif. Pour cette saison, le SANGLIER est chassable avec les bracelets « plan de chasse » et ESOD sur l'ensemble du département. Sa destruction n'est possible que par cages pièges sous certaines conditions et sur une temporalité précise. Je ne dis pas que les chasseurs ne chassent pas suffisamment, au contraire, nous voyons les efforts fournis mais cela ne suffit pas à enrayer les populations et par voie de conséquence les dégâts aux cultures agricoles. A ce rythme, et c'est le sens du courrier que je vous ai adressé nous n'y arriverons pas. Nous courrons toujours après son expansion, et celle-ci, nous conduira à la perte de notre activité. Je brosse un portrait sombre mais réaliste même si je souhaite vivement le contraire.

Cette surdensité est aussi la raison de la recrudescence de maladie. Je veux parler, en premier lieu, de la **maladie d'AUJESZKY** qui a touché en fin d'année 2024 nos compagnons à 4 pattes dans certains secteurs avec une issue fatale. Je vais laisser le soin aux services de l'Etat d'en discuter avec vous et je les remercie d'avoir répondu favorablement à notre invitation. Au niveau national, sachez que la FNC travaille depuis 2021 avec la FDC de l'Aube dans la collecte des données sur l'innocuité et l'efficacité de ce vaccin sur les chiens sur 160 chiens de chasse. Sur l'efficacité du vaccin, malgré la forte circulation du virus, seuls 2 chiens vaccinés ont été en contact avec la maladie, l'un est mort, l'autre est vivant. Le vaccin entraîne la production d'anticorps anti Aujeszky, mais l'effet neutralisant du virus est faible. Enfin, une étude est en cours sur la fabrication d'un vaccin avec un laboratoire avec un possible financement du monde de la chasse.

Dans le même registre, il y a la **Peste porcine africaine**. Une forte progression récente de PPA chez les sangliers en Allemagne entraine une hausse du niveau de surveillance du réseau SAGIR comme cela est déjà le cas en région PACA avec le nord de l'Italie touchée par la maladie.

En résumé, il y a donc URGENCE à baisser les niveaux de populations de sanglier pour le bien de tous et bien au-delà du monde cynégétique, ne l'oublions pas !

Je terminerai mes propos sur les **dégâts de grand gibier au niveau de notre département**. Les nouvelles ne sont pas bonnes, au contraire entre la saison 23/24 et 24/25, même si les données sont provisoires, la surface détruite totale (c'est-à-dire toutes cultures) a augmenté de 46 % pour atteindre 1416 Ha détruits et une indemnisation provisoire à plus de 800 000 €. La situation est alarmante, nous devons accentuer nos efforts même si, je sais, que vous faites votre maximum. Il y a aussi les difficultés à réaliser les plans de chasse dans des zones pas chassées, le péri-urbain et bien d'autres, nous le savons. Nous les identifions petit à petit avec l'aide des services de l'Etat et des agriculteurs lors de nos réunions constructives du groupe de travail « sanglier ». Nous vous avons entendu, ici même, l'année dernière sur la gestion du dossier dégâts de gibier et vous avez pu entendre au travers de l'intervention d'Yves CHETANEAU que nous travaillons sur le sujet. La tâche n'est pas facile et ce que nous vous demandons l'est encore moins mais il en va de la survie de notre activité. Je vous assure que nous souhaiterions tous que la situation se stabilise mais force est de constater qu'il n'y a pas de solutions miracles sinon nous l'aurions mise en œuvre depuis longtemps, croyez-moi !!

Yves CHETANEAU vous l'a dit : ENTENDEZ-VOUS ! CHASSEZ ENSEMBLE ! c'est peut-être tout simplement la clé de tout... essayons au moins !

Enfin, un petit point sur nos rapports avec le monde agricole. Cette année 2024, a été une année records en termes de manifestations agricoles... élections obligent vous me direz ! Mes chers amis agriculteurs, ne vous êtes-vous pas trompé de cible ? la FDC 24 ce n'est ni l'Europe, ni le gouvernement... ne confondez pas ! parce que nous sommes tous unanimes pour dire que l'agriculture va mal et nous comprenons vos combats, n'en doutez pas ! les chasseurs ne sont pour rien dans ce mal être paysan... Je crois, au contraire, que les chasseurs répondent présents à la hauteur de leurs moyens et avec des effectifs qui se réduisent chaque année. Pour cette saison les chiffres parlent d'eux-mêmes, 22 677 sangliers prélevés (soit 10 % de plus que l'an dernier), 2 883 cervidés prélevés (soit 11 % de plus). Je ne parle pas des chevreuils pour lesquels nous avons un réel problème de prélèvements. Cela étant et vous le dites vous-même, la chasse reste le moyen le plus efficace. Pour autant, et c'est ce que nous vous avons demandé lors de notre dernière rencontre, nous ne connaissons pas la proportion d'agriculteurs/chasseurs... ceci pourrait être intéressant parce que rassurez-vous, les chasseurs ont aussi une activité professionnelle indépendamment de la chasse, eux-aussi. Il

serait donc opportun que les efforts soient partagés et que tous les agriculteurs passent le permis de chasser. Cela serait un bon signal pour les chasseurs.

Enfin, il me paraît important que la FDC, que je représente, apporte son soutien indéfectible aux inspecteurs de l'environnement de l'OFB qui sont mis à mal dans leurs fonctions, et dans leur intégrité alors qu'ils ne font qu'appliquer les lois de ce pays. Je pense que le mal est plus profond mais que tout le monde s'en lave les mains ou ferme les yeux.

L'agriculture française va mal, ce n'est ni la faute des chasseurs, ni la faute de l'OFB !

Ce rapport moral fait état de différents points mais je ne peux pas tous les présenter tant ils sont nombreux et il y a encore tant à dire.

La chasse est un mode de vie, un moment de partage, de valeurs, de convivialité mais elle est aussi mal vue parce qu'elle n'est pas comprise. La chasse fait peur, c'est une certitude et la peur entraîne la médiocrité dans les propos de certains qui n'ont rien compris mais qui se font entendre. Ça aussi c'est un combat au quotidien !

Restons plus que jamais solidaires, unis et ensemble nous porterons fièrement notre passion !

Merci à nos différents partenaires, les services de l'Etat, la DDETSPP, la DDT tout particulièrement, qui sont à nos côtés à chaque instant.

Merci à tous ceux qui œuvrent pour la chasse. Le président, Michel AMBLARD